



Adoption du budget saoudien 2021

Résumé : Préparé dans un environnement de crise sanitaire mondiale, de ralentissement de la croissance globale et de fortes incertitudes sur l'évolution du prix du baril de Brent, le budget 2021 retient une hypothèse de croissance de +3,2% et une prévision d'inflation de +2,9%. Le montant total de recettes attendu est de 226 Mds USD, en hausse de +1,9% par rapport au montant budgété en 2020 (222 Mds USD) et de +10,3% par rapport à l'exécution estimée pour 2020 (205 Mds USD). Le montant attendu des recettes pétrolières n'a pas été rendu public. Les dépenses programmées à 264 Mds USD, soit 34,5% du PIB, sont en baisse de -7,3% par rapport à l'estimé 2020 (284 Mds USD). Le déficit budgétaire de 2021 de 38 Mds USD représente 4,9% du PIB, contre un déficit de 12,0% estimé pour l'année 2020. Estimé à 79 Mds USD, le déficit de 2020 est supérieur de 59% à celui initialement budgété (50 Mds USD). Le ministre des Finances, Mohammed Al-Jadaan, a exprimé la résolution de l'Arabie saoudite à réduire ses dépenses, à diversifier et augmenter ses revenus, pour aboutir à un niveau de déficit proche de l'équilibre (-0,4% du PIB) en 2023.

L'activité s'est contractée de -3,7% en 2020 et pourrait rebondir à 3,2% en 2021

Préparé dans un environnement de crise sanitaire mondiale, de ralentissement de la croissance globale et de fortes incertitudes sur l'évolution prix du baril de Brent, **le budget 2021 retient une hypothèse de croissance de +3,2%** proche de la prévision du FMI de +3,1% **et une prévision d'inflation de +2,9%** (+3,7% pour le FMI). Pour 2022 et 2023, les prévisions de croissance sont de +2,0%.

Pour 2020, le ministère des Finances estime la contraction du PIB à -3,7% contre une prévision du FMI de -5,4%. Selon l'Autorité Générale de la Statistique (*General Authority for Statistics - GASTAT*), le PIB s'est contracté de -4,0% au premier semestre 2020, en raison de la baisse du PIB réel pétrolier de -4,9%, et de la contraction du PIB non pétrolier de -3,3%. En 2020, le prix moyen du baril de Brent a été de 42 USD, inférieur de -35% à son prix moyen en 2019 (64,3 USD). Les principaux analystes locaux et internationaux prévoient une remontée progressive du prix du baril en 2021, avec un prix annuel moyen compris entre 53 et 55 USD le baril.

Les recettes sont prévues en hausse de 1,9%. Le montant attendu des recettes pétrolières, qui représentent la majorité des revenus, n'a pas été rendu public

Le budget 2021 prévoit un montant total de recettes de 226 Mds USD, en hausse de +1,9% par rapport au montant budgété en 2020 (222 Mds USD) et de +10,3% par rapport à l'exécution estimée pour cette année (205 Mds USD).

Pour la première fois, le ministère des Finances n'a pas communiqué le montant attendu des recettes pétrolières. Les recettes pétrolières sont intégrées dans la catégorie « autres revenus », qui comprend les profits du gouvernement sur ses investissements, les revenus pétroliers, les ventes de biens et services et le recouvrement des amendes et pénalités. Cette présentation ne permet pas de déterminer l'hypothèse de prix du baril annuel moyen retenue pour l'établissement du budget.

En 2021, **les «autres revenus» devraient augmenter de 3,2% par rapport à l'estimé de 2020, pour atteindre 158 Mds USD, soit 70% du total des recettes.** Dans le budget 2020, les revenus du secteur pétrolier représentaient 63% du total des recettes.

Les impôts et taxes, 30% du total des recettes, sont programmés à 68,5 Mds USD, en hausse de 30,8% par rapport à l'estimation de 2020. Cette forte augmentation résulte de l'effet en année pleine du triplement du taux de la TVA, de 5% à 15%, intervenu le 1^{er} juillet 2020, dans un contexte de reprise de l'activité économique.

Les recettes de TVA attendues en 2021 (56 Mds USD) devraient représenter 81% du total du poste impôts et taxes. Les revenus des droits de douane, qui ont également augmenté en juin 2020, devraient augmenter de 4% et atteindre 4,5 Mds USD, soit 6,6% du total du poste impôts et taxes.

Les dépenses devraient diminuer de -7,3% par rapport à l'exécution budgétaire 2020

Le budget 2021 prévoit 264 Mds USD de dépenses, soit 34,5% du PIB, en baisse de -2,9% par rapport au budget précédent (272 Mds USD). Cette prévision s'inscrit en franche diminution de -7,3% de l'exécution budgétaire estimée pour 2020 (284 Mds USD).

Les dépenses de fonctionnement (237 Mds USD) représentent 90% du total, en baisse de -5,0% par rapport au budget 2020 (226 Mds USD). Les salaires de la fonction publique représentent 49% du total des dépenses en 2021 et 55% du total du poste de fonctionnement contre 60% au budget de 2020. Ces dépenses (131 Mds USD) sont stables par rapport à l'exécution budgétaire estimée de 2020.

Les dépenses d'investissement, 27 Mds USD programmés en 2021, sont en baisse de 42% par rapport à ce qui avait été budgété en 2020 (46 Mds USD) et inférieures de 26% par rapport à l'exécution budgétaire estimée de l'année. Cette forte baisse résulte du recentrage des financements publics sur les priorités des programmes de la Vision 2030 et de ses grands projets d'infrastructures. Par secteurs, les investissements seront concentrés dans les services municipaux, la santé, l'éducation et les transports. En contrepartie, il convient de relever l'importance croissante du fonds souverain *Public Investment Fund* (PIF) et du *National Development Fund* dans le financement des projets d'infrastructures en relai aux financements du budget de l'Etat, ainsi que la part croissance attendue du secteur privé dans des secteurs tels que l'énergie et l'eau.

Par secteurs, **l'éducation reste le premier poste de dépenses avec 19% du total** (50 Mds USD), suivi par la défense (18% du total, 47 Mds USD) et la santé et les services sociaux (18% des dépenses, 47 Mds USD,) puis la sécurité et l'administration régionale (27 Mds USD, 10% du total). Ces postes de dépenses sont relativement stables par rapport au budget de 2020, à l'exception notable du **secteur de la défense dont les dépenses sont prévues en baisse** de - 4% par rapport au budget 2020 et **de -10% comparé à l'exécution budgétaire 2020**.

Le déficit budgétaire 2021 est attendu à 4,9% du PIB contre 12,0% estimé en 2020

Le déficit budgétaire 2021 est attendu à près de 38 Mds USD, soit 4,9% du PIB contre un déficit estimé de 12,0% du PIB en 2020. Le déficit estimé 2020, de 79 Mds USD, est 59% supérieur au déficit prévu lors de l'établissement du budget 2020. Selon les projections du ministère des Finances, le déficit devrait diminuer à 3% du PIB en 2022 et se résorber à 0,4% du PIB en 2023, sous l'effet conjugué d'une gestion plus efficace de la dépense publique et de l'augmentation des recettes.

La politique de financement du déficit menée par le ministère des Finances repose sur une combinaison entre émissions de dette et ponctions sur les réserves en devises du gouvernement. En 2020, les émissions de dette ont atteint 59 Mds USD, avec un stock de dette publique en fin d'année estimé à 228 Mds USD, soit 34,3% du PIB, contre 180 Mds USD, soit 22,8%, du PIB en fin d'année 2019. Les ponctions sur les réserves du gouvernement ont atteint 32 Mds USD.

Le budget de 2021, prévoit un endettement supplémentaire de 22 Mds USD, avec un stock de dette en fin d'année attendu à 250 Mds USD, soit 32,7% du PIB. Le ministère des Finances prévoit une stabilisation de la dette pour les années 2022 et 2023 autour de 32% du PIB. Pour financer le solde du déficit budgétaire de 2021, **les ponctions sur les réserves en devises du gouvernement, gérées par la Banque centrale SAMA, sont programmées à 18 Mds USD**. Le montant de ces réserves devrait ainsi diminuer de 93 Mds USD à fin 2020 à 75 Mds USD. Elles atteignaient 125 Mds USD à la fin de 2019.